

D 1058 PÉROU: LES DÉBUTS DU PRÉSIDENT GARCÍA

Elu au premier tour le 14 avril 1985, au titre de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), investi le 28 juillet suivant, Alan García est à 36 ans un président dynamique. Blocage immédiat des comptes bancaires en dollars, mesures économiques de lutte contre l'inflation, déclaration de guerre aux trafiquants de drogue, réintégration dans le mouvement des Non-Alignés, réforme de la police et mutations dans le haut commandement militaire: en quelques semaines, le nouveau président de la République impose décidément un style inédit. Nombre d'observateurs n'hésitent pas à faire le rapprochement avec les ambitieux projets politiques et économiques du général Velasco en 1968 (cf. DIAL D 121, 170, 181, 182, 193, 206 et 213); mais cette fois avec des perspectives accrues de participation démocratique. La crédibilité interne du président García s'est nettement renforcée quand il a annoncé que le Pérou ne rembourserait ses créances extérieures qu'à hauteur de 10% des recettes d'exportation, en début août; quand il a résilié, pour renégociation, les contrats liant l'Etat aux compagnies pétrolières étrangères, en fin août; et quand il a demandé, en septembre, la démission de plusieurs généraux et officiers supérieurs pour des massacres commis dans le cadre de la lutte contre la guérilla (cf. DIAL D 975 et 1018).

Le climat politique créé par ces différentes actions du président García est analysé dans l'article ci-dessous tiré du bulletin d'information "Noticias Aliadas" du 26 septembre 1985.

Note DIAL

LES TEMPS NOUVEAUX D'ALAN GARCÍA

Julio Schiappa
pour Noticias Aliadas

A coups de poignées de main, que les Péruviens qualifient sportivement de "buts de milieu de terrain", le président Alan García semble avoir pris par les cornes le taureau de la crise péruvienne en donnant à la politique nationale un style nouveau et dynamique. Plus important encore, comme le proclament les affiches du parti gouvernemental de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) dans toute la ville: "Les temps nouveaux sont commencés", une période qui semble être d'espérance et de dynamisme selon l'opinion de nombreux Péruviens, impressionnés par les premiers jours du nouveau président.

Pour faire face au défi lancé par la guérilla du groupe "Sentier lumineux" et par le trafic de drogue, le gouvernement d'Alan García a commencé de réorganiser les trois forces de police que compte le pays (Police d'investigation du Pérou, Garde civile et Garde républicaine). Une enquête récente publiée par le journal La República montrait que 44% de la population ne faisait pas confiance à ces corps de police et que 68% des sondés étaient favorables à leur réorganisation. 54% d'entre eux estimaient que le terrorisme et le trafic de drogue étaient les problèmes les plus graves du pays.

En matière de lutte contre le trafic de drogue le gouvernement de García Pérez a fait preuve d'efficacité particulière. On voit presque tous les jours sur les écrans de télévision le vice-ministre de l'intérieur, Agustín Mantilla, à la tête d'opérations de destruction de laboratoires dans la forêt, sur la frontière avec le Brésil.

Mais la lutte contre le terrorisme constitue un autre défi. La revue Que Hacer, une publication indépendante, estime que la guérilla "a réussi à assurer une présence politique grandissante", et que la stratégie antisubversive consistant à n'affronter la guérilla qu'avec les armes et sans mesures politiques d'accompagnement "a échoué" et même favorisé son extension à d'autres zones du territoire national.

L'APRA semble être d'accord avec cette façon de voir. Elle a, pour cela, mis en place depuis plusieurs mois une commission d'experts composée de militaires en retraite, comme les généraux Javier Tantaleán Vanini et Edgardo Mercado Jarrín (membres du gouvernement du général Juan Velasco Alvarado, en 1968-1975). C'est cette commission qui a recommandé des investissements massifs de l'Etat dans les zones de conflits. Il faut maintenant ajouter à ce groupe de travail, en lien avec le président, la Commission de paix chargée d'étudier l'amnistie éventuelle des prisonniers qui n'auraient eu aucune participation directe dans des homicides ou des assassinats, d'informer sur les cas de violation des droits de l'homme, et de jeter les bases d'une pacification future du pays. La Commission de paix a reçu le soutien immédiat du cardinal Juan Landázuri Ricketts, qui a confié à Mgr Augusto Beuzeville la responsabilité de représenter l'Eglise catholique.

Le gouvernement a récemment reçu le baptême du feu quand a été dénoncé le massacre de soixante-neuf paysans dans la province de Vilcas-Huamán, dans le département d'Ayacucho. Insatisfait des explications du responsable du commandement conjoint des forces armées, le président García lui a demandé sa démission le 14 septembre. Il a de plus exigé une enquête rapide qui, dans les vingt-quatre heures, a coûté leurs postes au général Sinesio Jarama, chef de la 2e Région militaire, et au général Wilfredo Mori, chef de la zone d'urgence (montagne centrale du pays). Pour la première fois en cinq ans de lutte antisubversive, les militaires ont dû donner les noms des officiers responsables d'un massacre et s'engager à les traduire devant un tribunal militaire.

Un gouvernement pressé

Aussitôt après le 28 juillet, date de son entrée en fonctions, le président García a fermé les banques pour congé, bloqué les comptes en dollars et imposé des mesures de blocage des prix pour combattre à la racine la spéculation financière et l'inflation qui menaçait d'atteindre 200% à la fin de l'année. Les mesures ont eu un effet positif immédiat dans le sens de la baisse du taux d'inflation, du contrôle de la fuite des capitaux à l'étranger, de la discipline des prix et des dépenses publiques. Quelques

jours plus tard, il commençait la réorganisation de toutes les forces policières en faisant passer à la retraite cent vingt-six officiers généraux et colonels, suite au scandale provoqué par la découverte des relations existant entre de hauts fonctionnaires du gouvernement antérieur et le "roi de la cocaïne" Reynaldo Rodríguez López.

Au plan international, Alan García a réaligné le pays sur le mouvement des non-alignés et a annoncé aux quatre vents son intention de négocier la dette extérieure du Pérou sur la base d'un paiement de 10% des exportations. Cette position a suscité l'inquiétude de Wall Street et le ressentiment de La Havane où Fidel Castro avait lancé une vigoureuse campagne sur le thème du non paiement. Pour compléter le tout, il a annoncé le 29 août l'annulation, pour renégociation, de tous les contrats pétroliers passés entre l'Etat et les compagnies OXY-Bridas, Shell et Belco.

Un nouveau populisme

Dans ses tournées à travers le pays, García Pérez fait montre d'un style personnel avec un talent accentué dans l'exploitation des sentiments régionaux: il a installé un second palais du gouvernement dans l'ancienne capitale inca du Cuzco; il a promis aux habitants de Puno un très ambitieux programme de relance agricole et d'investissement régional; à Trujillo - berceau de l'APRA et de son fondateur, Victor Raúl Haya de La Torre - il a provoqué le délire du peuple en enlevant sa veste et en restant en bras de chemise avec l'écharpe présidentielle sur la poitrine. Dans ce style, il a inauguré les fameux "balconazos", ses messages transmis par haut parleur depuis le balcon du Palais du gouvernement et fait connaître des mesures spectaculaires, comme la baisse du prix du ciment ou des médicaments.

Cependant certains obstacles se dressent sur le chemin du jeune président: son programme économique à court terme est en marche mais on ignore si les mesures seront susceptibles de relancer l'économie dans les mois qui viennent. Il n'est pas totalement maître de son parti, ainsi que l'a montré le 15e congrès de l'APRA, tenu le 12 juillet, au cours duquel Alan García a dû se plier à un compromis entre les différentes tendances. Au Parlement, avec la fin de la lune de miel du nouveau gouvernant, l'aile gauche de l'APRA et la Gauche unie (IU) risquent d'être un facteur de pression pour empêcher le responsable de l'Etat de freiner les réformes sociales promises. Enfin, les relations avec les forces armées, toujours décisives en matière de politique nationale, sont sous le signe de la contradiction en raison de l'affrontement déclenché entre le nouveau gouvernement et les hauts responsables militaires sur la question des droits de l'homme.

La dette extérieure

Le mouvement syndical péruvien, sous contrôle de l'opposition de la Gauche unie (IU) par le biais de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), présente de la résistance à certaines thèses d'Alan García, lequel a déclaré: "Les syndicalistes sont des privilégiés, mon gouvernement est en faveur des plus pauvres, de ceux qui n'ont pas de syndicat, des chômeurs, des petits métiers urbains, des paysans." Même si les directions syndicales adoptent un profil bas, les bases se sont lancées dans diverses grèves, la plus importante étant celle des fonctionnaires qui a paralysé l'Etat en pleine passation des pouvoirs, en juillet-août. On estime que le travailleur péruvien a perdu en moyenne 100% (1) de son pouvoir salarial

(1) L'auteur veut sans doute parler d'une baisse de moitié du pouvoir d'achat (NdT).

entre 1980 et 1985, sous le gouvernement de Fernando Belaúnde. Les affrontements entre syndicalistes en grève et policiers sont un fait courant à Lima. Avec les ouvriers du secteur public qui sont les plus mal payés d'Amérique latine (1.400 dollars par an pour 3,160 dans l'Equateur voisin), Alan García ne peut ignorer les réalités du Pérou des salariés qui est lui aussi pauvre.

Pourtant il peut compter sur le soutien majoritaire du pays, y compris de la gauche qui, déconcertée par le rythme du nouveau président, se résoud à donner au gouvernement un soutien conditionnel sans avoir encore arrêté sa future ligne d'opposition. Les forces de la droite, le Parti populaire chrétien (PPC) et l'Action populaire (AP), continuent en ordre dispersé et ne sont d'accord que pour relier le régime au gouvernement militaire qui a dirigé la nation entre 1968 et 1980. Maître sur scène, Alan Garcia aura à faire la preuve que son populisme n'est plus la vieille histoire du "Vaut mieux changer un peu plutôt que de tout changer", mais que son réformisme sincère a bien pour objectif de rattraper les retards historiques qui sont à la racine de la violence qui affecte le pays.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441